

Nous ne voulons pas de ce système, même "moralisé" !

Crise après crise, ce sont systématiquement les salarié-e-s, les précaires et l'ensemble des couches populaires qui payent la facture !

Aujourd'hui, ceux qui ont organisé le désordre et l'injustice prétendent moraliser le capitalisme tout en multipliant les cadeaux aux banques et aux spéculateurs.

Ni Sarkozy, ni l'Union Européenne, ni le patronat n'ont renoncé à ce qu'ils appellent des réformes mais qui ne sont que déconstruction des solidarités, des droits et des acquis sociaux. Les social-démocraties en France et en Europe avaient capitulé devant le capitalisme financiarisé, aujourd'hui elles ne présentent aucune alternative et se contentent de corrections limitées du système.

Nous ne sommes pas prêts à payer la crise financière au prix de la régression sociale, de la destruction écologique et de la restriction des libertés.

Dans beaucoup d'entreprises, les salarié-e-s luttent le dos au mur contre la précarisation et les licenciements. La mobilisation se développe pour la défense des services publics.

Il s'agit aujourd'hui de passer de mobilisations partielles et défensives à un mouvement d'ensemble porteur d'alternatives.

- Réduction du temps de travail et redistribution des richesses,
- Mise hors marché de la santé, du logement, de l'éducation et de la culture,
- Renforcement et démocratisation des services publics,
- Passage à la gestion publique de l'eau, des transports et des biens collectifs,
- Appropriation sociale du système bancaire sous contrôle populaire,
- Soutien aux coopératives, reprise autogestionnaire des entreprises,
- Extension des droits de contrôle des salariés dans les entreprises, maintien du salaire et des droits sociaux des travailleurs/ses licencié-e-s ou au chômage technique,
- Politique énergétique basée sur les économies d'énergie, le refus du nucléaire, et le développement des énergies renouvelables,
- Plan global de développement des transports collectifs publics,
- Soutien à l'agriculture paysanne et biologique, aux circuits courts de distributions,
- Droit à la souveraineté alimentaire pour tous les peuples...

Ces mesures ne tomberont pas du ciel, elles nécessitent mobilisation sociale, unité, auto-organisation des luttes, convergence des forces de transformation démocratique, sociale et écologique. Les Alternatifs seront parties prenantes de l'ensemble de ces démarches. ■



ELECTIONS EUROPEENNES :

POUR DES LISTES UNITAIRES DE LA GAUCHE ANTLIBERALE, DE TRANSFORMATION SOCIALE ET ECOLOGIQUE.

Nous vivons une situation de crise historique du système dominant, sur le plan économique et social comme sur le plan écologique. Cette déstabilisation du système nécessite que les partisans d'une alternative sociale et politique soient à la hauteur de l'enjeu. L'échéance électorale européenne de 2009 doit être l'occasion de porter dans toute la société un projet alternatif. Pour nous ce projet lie Justice sociale, écologie, féminisme et alternatives économiques. Pour les Alternatifs, la campagne électorale doit permettre de défendre la perspective d'un vaste débat démocratique en vue de l'élection d'une Constituante européenne. Celle-ci serait un outil pour la transformation démocratique de l'Union. ■

Le PCF et le LCR/NPA, dans des déclarations récentes, affirment souhaiter une alliance large. La sortie annoncée du PS d'un secteur de gauche peut également contribuer à reconstituer la dynamique de la campagne du NON de gauche au TCE qui avait rassemblé en 2005, courants et organisations politiques de gauche et écologistes, comme des dizaines de milliers de citoyennes et citoyens. Il faut que se retrouvent notamment ensemble ceux et celles qui ont voté en 2007 pour Bové, Besancenot et Buffet, et bien au-delà, tous ceux et celles qui veulent un autre monde! Les Alternatifs agiront pour permettre que se réalise l'unité la plus large à l'élection européenne comme dans les luttes. ■

Le 09-11-08

